

L'Argentine à la croisée des investissements énergétiques et miniers Sud-Sud

Marie Forget, Silvina Carrizo***

D'après les Nations Unies, les pays en développement ont pour la première fois attiré en 2012, davantage d'investissements directs étrangers (IDE) que les pays développés¹, soit 52 % des flux d'IDE mondiaux. Les pays en développement sont aussi à l'origine de plus d'un tiers des sorties d'IDE mondiales, dans la continuité d'une tendance ascendante régulière [Cnuced, 2013]. Dans cette dynamique récente, les investissements des Suds dans les Suds augmentent. Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau : il existe des antécédents dans les années 1970 et 1980. Les transferts Sud-Sud peuvent en partie être expliqués par l'augmentation du niveau de développement de certains pays, dont les opérateurs économiques acquièrent de plus grandes capacités d'investissement, qu'ils dirigent en partie vers d'autres pays moins avancés. Les entreprises des pays émetteurs mettent ainsi en valeur leur expérience et des savoirs plus poussés que ceux des entreprises des pays receveurs, ce qui permet d'alimenter une phase de croissance et d'expansion régionale.

En Amérique du Sud, à la suite des réformes néolibérales des années 1990, la tendance à l'ouverture politico-économique a amené des pays jusque là plus rivaux que complémentaires à rendre perméables leurs frontières, favorisant l'amorce de marchés régionaux. Les privatisations des entreprises publiques dans certains pays ont rendu le contexte encore plus favorable pour les investisseurs internationaux. Les États développent des stratégies pour attirer les IDE et ainsi bénéficier des retombées économiques et sociales positives qui leur sont généralement associées. Dans ce processus, les entreprises originaires des pays d'Amérique du Sud ont

* Maître de conférences, Laboratoire Edytem, UMR 5204.

** Chercheuse, Centro de Estudios Urbanos y Regionales, Conicet (centro de estudios sobre el territorio, la energía y el ambiente).

1. Le rapport des Nations Unies, pour les statistiques, définit : 1) les pays développés, membres de l'OCDE (sauf le Chili, le Mexique la République de Corée et la Turquie) et nouveaux membres de l'Union européenne (Bulgarie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Malte et Roumanie) auxquels s'ajoutent l'Andorre, les Bermudes, le Liechtenstein, Monaco et Saint-Marin ; 2) les pays en transition, qui regroupent les pays d'Europe du Sud-Est, les pays membres de la Communauté d'États indépendants et la Géorgie ; et 3) les pays en développement, c'est-à-dire tous les autres pays [Cnuced, 2013].

certaines avantages par rapport à celles provenant d'autres régions du monde, car leurs interrelations avec les États voisins et les institutions régionales (Mercosur, Alliance du Pacifique, Communauté andine des nations par exemple) et la proximité géographique favorisent la connaissance des contextes d'investissement : environnement linguistique et juridique, systèmes politiques, économiques, sociaux, qualité et fiabilité des infrastructures et des services. Ces entreprises sont mieux à même d'identifier et d'exploiter les opportunités. L'existence d'accords multinationaux peut constituer un facteur favorable supplémentaire. Ces dynamiques concernent notamment les énergies et minéraux disponibles dans la région. Les entreprises – publiques, mixtes, privées, parfois d'anciennes entreprises publiques privatisées – et les États développent une dépendance mutuelle en matière d'énergie et de grandes infrastructures, ce qui contribue à la cohésion socioéconomique et territoriale ainsi qu'à la redéfinition des relations géopolitiques de la région.

Pour les pays sud-américains, les investissements dans le domaine de l'énergie et des mines sont essentiels : il s'agit, notamment pour les plus puissants d'entre eux comme le Brésil, le Chili ou l'Argentine, d'accompagner la croissance économique à un coût environnemental acceptable, tout en assurant la sécurité de l'approvisionnement domestique. Le processus d'investissement est le fait à la fois d'entreprises aux trajectoires longues et de la participation de nouveaux acteurs qui profitent d'une demande soutenue.

Cet article vise à comprendre comment des entreprises de pays d'Amérique du Sud sont devenues des moteurs de l'investissement dans d'autres pays de la région. Nous prendrons le cas d'entreprises argentines qui ont investi dans des pays voisins et analyserons les investissements de ces pays en Argentine. La réflexion se structure en trois parties. La première évoque les investissements en Amérique du Sud de l'entreprise pétrolière Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF) – fondée par l'État argentin au début du xx^e siècle et privatisée pendant les années 1990 – et d'autres entreprises publiques sud-américaines en Argentine. La seconde partie montre la sud-américanisation croissante d'une entreprise pétrolière argentine privée, Pluspetrol, dans un contexte marqué par la présence renforcée d'investissements étrangers et notamment par un accroissement de la participation chinoise dans la région. Enfin, la troisième partie illustre l'émergence de nouvelles complémentarités dans le secteur minier, particulièrement dans la mise en exploitation récente du lithium.

Des investissements Sud-Sud impulsés par des entreprises d'origine étatique

Des entreprises des Suds, particulièrement des entreprises étatiques, commencent à investir dans des pays voisins et acquièrent des modes opératoires et organisationnels jusqu'alors caractéristiques des IDE du Nord : internationalisation, rentabilité comme objectif premier, relativisation de la priorité nationale ou locale,

développement d'enclaves productives avec peu de bénéfices locaux ou d'investissements sociaux. Il s'opère en quelque sorte une transmutation des entreprises publiques vers une gestion de type transnational, qui dépasse le processus d'internationalisation.

L'histoire de l'entreprise argentine YPF est exemplaire de la transformation des plus grandes entreprises nationales. Fondée en 1922 par l'État durant le gouvernement d'Hipólito Yrigoyen, YPF a pour objectif, dès sa création, d'impulser le développement industriel tout en garantissant au pays une certaine indépendance économique. Son activité intégrée verticalement, depuis l'extraction de pétrole jusqu'à la distribution de carburants, conditionne fortement l'organisation de l'industrie pétrolière argentine, y compris en définissant la place des entreprises transnationales présentes. YPF investit dans l'exploitation des ressources des provinces de Salta, Mendoza et dans les territoires nationaux de Patagonie, ainsi que dans le raffinage et la pétrochimie. Elle construit les infrastructures sociales nécessaires au développement socioéconomique des espaces d'exploitation et assure la distribution des hydrocarbures dans l'ensemble du pays, promouvant ainsi la présence de l'État et le bien-être des populations, même dans les endroits les plus éloignés. L'essor d'YPF a été exemplaire pour d'autres États, et la politique pétrolière nationaliste menée par l'Argentine, qui a réussi à limiter le pouvoir des multinationales européennes et nord-américaines naissantes, a influencé plusieurs pays. Enrique Mosconi, le fondateur d'YPF, a joué un rôle décisif en diffusant le modèle social de l'entreprise et l'idée d'intégration latino-américaine à l'occasion, notamment, d'un voyage réalisé en 1928 à l'invitation du président mexicain Elías Plutarco Calles, au cours duquel il visita aussi l'Uruguay, le Brésil, Trinité-et-Tobago, les États-Unis, le Mexique, la Colombie, le Pérou et la Bolivie² [Larra, 1957 ; Gadano, 2006].

Tout au long du xx^e siècle, YPF consolide sa forte présence au niveau national, malgré les tensions avec les compagnies étrangères et le faible soutien de plusieurs gouvernements nationaux. En 1990, sous le gouvernement de Carlos Menem, YPF – comme l'entreprise Gas del Estado – se restructure : forte réduction du personnel et de l'équipement, tertiarisation des activités et passage du statut de société d'État à celui de société anonyme (décret 2778 du 31 décembre 1990). Une fois l'entreprise restructurée et les syndicats affaiblis, elle est soumise à un processus de privatisation et développe une stratégie d'expansion internationale. Ces évolutions s'effectuent dans le contexte libéral qui caractérise alors l'État argentin dans son ensemble. Elles participent d'un processus global de transformation des politiques publiques auxquelles se plient, à des degrés différents, d'autres États sud-américains. Ainsi, en 1997, au Brésil, sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso, la législation brise le monopole du secteur pétrolier, permettant son ouverture aux capitaux étrangers. En 1998, pour la première fois depuis la fondation en 1953

2. La structure de l'entreprise a servi de modèle pour la constitution d'autres entreprises : ses institutions et ses infrastructures ont fait l'objet d'études, de programmes de travail et d'échanges avec des acteurs uruguayens et boliviens.

de l'entreprise étatique brésilienne Petrobras, un autre groupe pétrolier entre dans l'espace brésilien : YPF signe le premier contrat de coentreprise avec Petrobras pour réaliser des activités d'exploration et d'exploitation offshore au Brésil.

En 1999, malgré l'expansion d'YPF, l'État argentin vend les 20 % de capital qui lui restaient à la société espagnole Repsol, qui acquiert également 75 % des actions privées de l'entreprise. La prise de contrôle d'YPF par Repsol permet à l'entreprise espagnole de disposer d'une position dominante sur le marché argentin, tant dans l'extraction d'hydrocarbures que dans la production et la distribution de carburants, dans un contexte de libre concurrence. Cela permet aussi à Repsol une intégration verticale et un changement d'échelle dans ses activités. Au total, cet achat représente pour Repsol un investissement de 15 milliards de dollars, alors que son patrimoine n'était que de 6 milliards. Son endettement est toutefois rapidement réduit par l'augmentation des prix du pétrole et la productivité de l'entreprise achetée, ce qui lui permet d'investir en Argentine et dans d'autres pays d'Amérique du Sud. En juillet 2000, Repsol-YPF signe un accord avec Petrobras pour obtenir une participation de 10 % dans l'un des gisements les plus importants du Brésil : celui d'Albacora Leste, dans le bassin de Campos. Repsol devient alors un acteur fort en Amérique du Sud, grâce à l'activité de production d'YPF en Bolivie, en Équateur et au Venezuela et de Repsol en Colombie, en Équateur, au Pérou et Trinité et Tobago (carte 1). L'entreprise augmente ses activités de production, diversifie les prises de risques et se positionne ainsi comme une grande société à l'échelle mondiale³ [Carrizo, 2010 ; de Vido, Kicillof, 2012]. L'achat d'YPF a été le premier pas de Repsol dans une stratégie d'insertion sur le marché international. Repsol prend comme référence des entreprises multinationales considérées comme compétitives et choisit de se diversifier et de s'étendre géographiquement [de Vido, Kicillof, 2012]. Les principes de « bien commun du peuple argentin » qui régissaient YPF à ses débuts ne sont plus d'actualité après sa prise de contrôle par le groupe espagnol.

Le retour d'YPF dans le giron argentin se réalise par l'intermédiaire du Groupe Petersen en 2007, un consortium d'entreprises argentines qui entre dans le capital de l'entreprise. En décembre 2012, le gouvernement argentin déclare l'exploitation et de l'exploration des hydrocarbures argentins d'intérêt public national, ce qui revient à interdire aux investisseurs étrangers de détenir plus de 50 % des actions des groupes argentins, en les expropriant au besoin. L'achat en février 2014 par YPF de l'entreprise pétrolière nord-américaine Apache pour plus de 800 millions de dollars vient renforcer les investissements nationaux dans ce secteur [El Inversoren ergético y minero, 2013].

L'internationalisation exprimée par le flux de capitaux argentins dans des pays de la région – sous l'impulsion initiale de Repsol, ce qui nuance le caractère Sud-Sud de cette dynamique – s'ajoute à celle d'autres entreprises

3. L'année de l'achat d'YPF SA, Repsol augmente ses réserves de 64 %, sa production d'hydrocarbures de 169 %, sa capacité de raffinage de 38 %, ses bénéfices de 59 % et ses actifs de 188 % (CEPAL 2001).

sud-américaines, notamment chiliennes et brésiliennes, qui investissent en Argentine, profitant de l'ouverture du secteur des hydrocarbures. Le cas de l'entreprise chilienne Sipetrol – filiale internationale de l'entreprise nationale de pétrole ENAP – est exemplaire à ce propos. Parce que les gisements chiliens sont en voie d'épuisement, l'ENAP s'est surtout consacrée au raffinage et aux services d'amont et d'aval au Chili, en utilisant ses industries, ses ports et ses chantiers navals. Elle a déployé une stratégie d'expansion internationale pour élargir sa capacité de production d'hydrocarbures hors du pays, via Sipetrol. Associée à YPF, Sipetrol exploite des plates-formes offshore dans les eaux argentines. La proximité géographique des deux pays a permis de mettre en commun des structures de gestion favorisant, d'un côté l'exploitation de gisements situés dans les marges sud de l'Argentine, peu peuplées et peu pourvues en infrastructures et de l'autre, la mise en valeur des installations industrielles chiliennes en terres Magellan. Stratégiquement, l'expansion de Sipetrol en Argentine l'a conduit à investir dans le transport des hydrocarbures. Les investissements de Sipetrol en Argentine ont été importants pour le Chili et ont permis de créer des infrastructures d'intégration régionale [Carrizo, Velut, 2005].

Le Brésil, autre voisin puissant, a aussi investi dans les infrastructures et l'exploitation des hydrocarbures en Argentine. Il y renforce sa politique de déploiement spatial et acquiert, par l'intermédiaire de la compagnie d'État Petrobras, les entreprises argentines Petrolera San Jorge en 1999 et, en 2002, la principale entreprise argentine d'origine privée du secteur des hydrocarbures, Pecom (la filière énergie de Perez Companc⁴). Elle fournit dans les années 2000 un cinquième du pétrole consommé en Argentine, en exporte au Chili et au Brésil et s'associe à des entreprises telles qu'Amoco, Exxon, Shell et Occidental afin d'accéder à d'autres marchés. Avec l'achat de Pecom, Petrobras accroît ses réserves, accédant pour la première fois à des gisements au Venezuela [Carrizo, 2010] et renforce sa capacité de raffinage, particulièrement en Argentine et en Bolivie (carte 1).

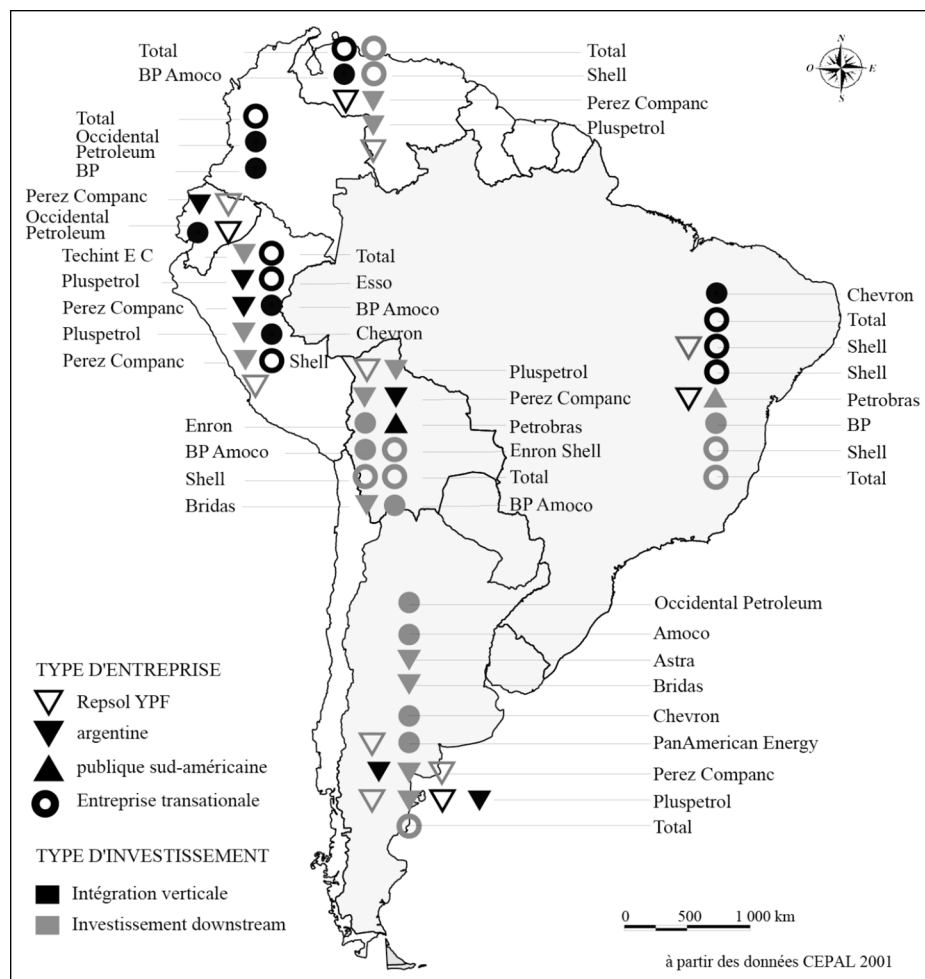
Le renforcement des investissements Sud-Sud par les acteurs privés

Le repositionnement des États sud-américains dans les activités du secteur, à travers leurs propres entreprises pétrolières, s'accompagne d'un fort intérêt pour l'association avec des entreprises privées. Parallèlement, l'Amérique connaît, comme d'autres régions du monde, des investissements chinois importants dans le secteur des ressources naturelles. Les investisseurs chinois sont attirés par les réserves de pétrole prouvées en Amérique du Sud, les deuxièmes plus importantes au monde après celles du Moyen-Orient, représentant de l'ordre de 325 milliards de barils en 2014 [EIA, 2014]. C'est pourquoi les nationalisations, les contrôles

4. Compagnie de transport maritime née en 1946, Perez Companc transporta le matériel nécessaire à YPF pour l'installation du premier puits en Terre de Feu avant d'investir les secteurs bancaire, de la construction, de la communication, de l'agriculture, de l'exploitation du bois, du pétrole et du gaz. Elle se consolide progressivement dans ce dernier secteur, qui représente en 1991, 52 % de ses bénéfices [Saint-Lary, 2001].

économiques, l'insécurité contractuelle, les fortes subventions et l'instabilité politique du XXI^e siècle n'ont pas empêché les entreprises pétrolières transnationales de montrer un intérêt renouvelé pour la région. Les entreprises privées continuent ainsi à s'étendre au-delà des frontières de leur pays d'origine.

Carte 1 – Principaux investissements en Amérique latine des entreprises présentes en Argentine



Le cas de la compagnie pétrolière argentine Pluspetrol est emblématique et permet d'illustrer le cas des entreprises privées d'origine sud-américaine dont l'expansion se fait dans d'autres pays de la région. Cette société fondée en 1976 a connu une trajectoire intéressante. Profitant d'un savoir-faire propre aux pays pétroliers, l'entreprise a largement investi au-delà des frontières argentines. Après

avoir mis en exploitation l'usine argentine Yacimiento Centenario en 1977, l'entreprise se tourne rapidement vers des territoires situés dans des pays du Sud. Les premiers investissements se font dans des pays d'Amérique du Sud, avec notamment les premières explorations en Colombie en 1977 et la première exploitation bolivienne dans les années 1990. Puis l'entreprise se développe dans les pays d'Afrique du Nord, comme l'Algérie en 1993 et la Tunisie en 1994. Avec une production de plus de 415 millions de barils équivalent pétrole en 2013, les investissements de cette société s'orientent préférentiellement vers les pays proches comme la Bolivie et le Pérou – où elle développe le mégagisement gazier Camisea (Pérou) –, concurrençant d'autres entreprises importantes comme Petrobras (Brésil) ou l'ex-Repsol-YPF redevenue YPF à majorité argentine. À l'image des plus grandes entreprises transnationales, Pluspetrol s'est positionnée sur le marché de l'exploration, concentrant ses recherches au Venezuela et en Colombie, mais aussi en Angola.

Les grandes entreprises pétrolières transnationales sont présentes sur le continent depuis le début du xx^e siècle. En Argentine, la présence des plus grandes a été permanente. Aujourd'hui, leur activité présente un intérêt particulier, car elles investissent dans l'exploration et la production de ressources non conventionnelles dont les coûts et les technologies sont difficilement accessibles aux entreprises nationales. En 2013, sous le gouvernement de la présidente argentine Cristina Fernandez de Kirchner, YPF a signé un accord avec la firme Chevron pour développer le gisement d'hydrocarbures non conventionnels de Vaca Muerta, dans la province de Neuquén, et en 2014, le Congrès a adopté une nouvelle loi sur les hydrocarbures qui accorde des avantages et des facilités à ce type d'investissements.

Au cours de la même période, la Chine, cinquième émetteur mondial d'IDE, a manifesté un intérêt particulièrement fort pour le continent sud-américain [Wu, 2007]. Les liens commerciaux entre la Chine et les pays d'Amérique du Sud se resserrent depuis les années 1990, ces derniers fournissant à la Chine principalement du soja, des minéraux et du pétrole [Cepal, 2013]. Depuis les années 2010, la Chine y investit de manière croissante pour répondre à ses besoins en matières premières. Le pays est au premier rang mondial pour la consommation d'électricité et au second rang pour la consommation de pétrole [Slipak, 2014 ; Bekerman, Dulcich, Moncaut, 2014]. Un accord sur l'énergie a été conclu entre les gouvernements chinois et argentin en 2010. Il stipule que dans les dix ans à venir la Chine injectera 5 milliards de dollars dans la prospection de pétrole et de gaz en Argentine [Arès, 2011]. Qui plus est, pendant la visite du président Hu Jintao au Brésil en 2009, onze accords ont été signés avec le gouvernement brésilien de Lula da Silva, validant l'investissement par la Chine de 1 milliard de dollars dans les secteurs du transport et de l'énergie de ce pays [Wu, 2007]. Le fait que la Chine ait approfondi et élargi ses relations avec les pays d'Amérique du Sud, en particulier avec le Venezuela, a attiré l'attention et provoqué la méfiance et l'inquiétude des États-Unis, dont une partie de l'approvisionnement en pétrole vient de cette région du monde. L'intensification des relations entre la Chine et le Venezuela est perçue par certains hommes politiques et spécialistes américains

comme une intrusion dans l'arrière-cour de l'Amérique, et même comme le début d'une sinisation de l'Amérique latine, qui ne va pas sans provoquer certaines tensions géopolitiques [Johnson, 2005].

Nouvelles complémentarités régionales : l'exemple du lithium

Aujourd'hui, on assiste également à l'émergence de processus de coopération entre pays sud-américains pour exploiter les ressources naturelles, basés sur une complémentarité entre les ressources financières, les savoir-faire et les infrastructures.

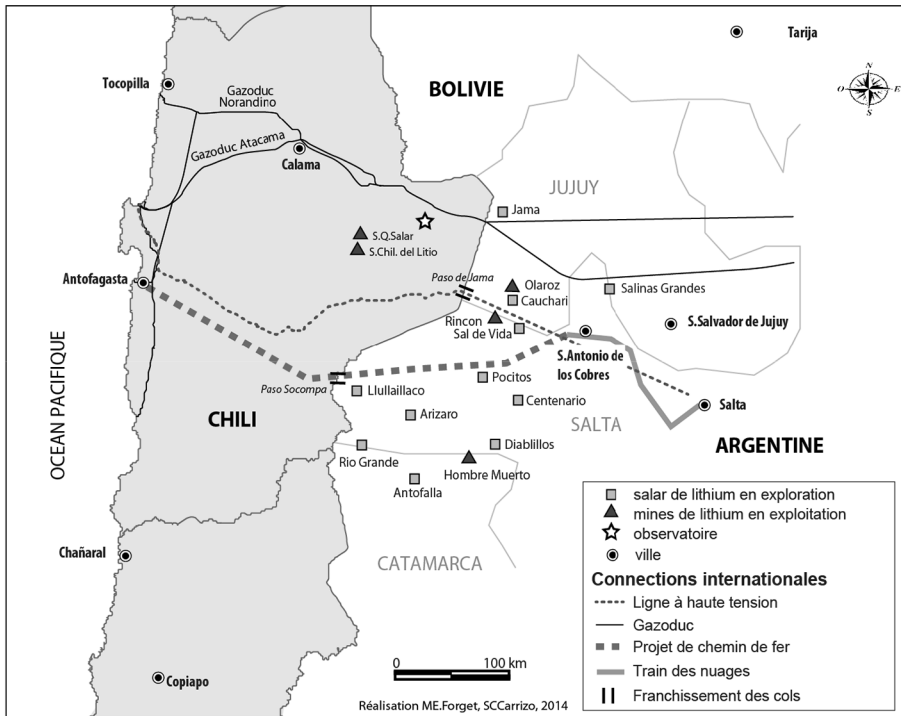
Bien que l'exploitation minière s'inscrive dans une histoire très longue en Amérique latine (or, argent, cuivre, étain étant exploités depuis plusieurs siècles), le continent reste perçu comme un réservoir à développer. Du fait du manque d'infrastructures dans certaines régions périphériques ou de l'absence d'entreprises nationales capables d'exploiter certaines ressources, il y a un intérêt à attirer des investissements directs étrangers. Malgré l'existence de savoir-faire à l'échelle nationale dans de nombreux domaines énergétiques, comme ceux présentés plus haut, il manque parfois certains maillons dans la chaîne de production qui peuvent être proposés par des entreprises des pays voisins : c'est le cas de l'exploitation du lithium ou du cuivre dans la cordillère andine par des compagnies chiliennes.

Le lithium est un minéral dont les réserves sud-américaines se trouvent réparties dans un triangle situé entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili, et qui représentent 70 % des réserves mondiales. Son exploitation à petite échelle⁵ est en projet depuis quelques années. Des entreprises chiliennes se positionnent sur le marché argentin en faisant valoir leur savoir-faire. Le Chili est en effet, avec 40 % de la production, le premier producteur mondial de lithium grâce à l'exploitation du *Salar*⁶ d'Atacama. L'Argentine en est le quatrième producteur mondial, mais possède d'importants gisements potentiels⁷. Des entreprises chiliennes ont commencé à développer l'exploitation de ce minéral dans leur propre pays, où elles ont acquis l'expérience et la connaissance. Elles ont récemment obtenu des concessions d'exploitation dans les provinces de Salta, Jujuy et Catamarca en Argentine. En effet, les conditions d'exploitation sont très contraignantes puisqu'elles demandent de gérer des groupes de travailleurs à haute altitude dans des sites isolés. À titre d'exemple, le *Salar del Hombre Muerto* est situé à plus de 4 000 mètres d'altitude dans un climat aride, sachant que les travailleurs sur ces chantiers ne sont pas forcément originaires de la Cordillère et que les protocoles d'exploitation ne sont pas nécessairement établis pour ces altitudes. Ces entreprises chiliennes cherchent également à se positionner dans ce secteur en Bolivie.

5. On se réfère ici à une petite échelle géographique, c'est-à-dire une zone de grande ampleur, intéressant de vastes espaces.

6. Un *salar* est un désert de sel. Il s'agit d'un lac plus ou moins temporaire aux rives changeantes dont les sédiments sont essentiellement constitués par des sels et dans lesquels se trouvent des concentrations importantes en lithium (NDLR).

7. Dans les provinces de Catamarca, Salta et Jujuy comptent de l'ordre de 400 000 hectares de *salars* qui sont autant de gisements potentiels.

Carte 2 – Exploitations de lithium dans les *salars* du Nord-Ouest argentin

En Argentine, les ressources minières comme les hydrocarbures sont du domaine des provinces, habilitées à donner les lots d'exploitation en concession. Dans ce contexte, le gouverneur de la province de Salta, Juan Manuel Urtubey, a initié le rapprochement entre le Chili et l'Argentine pour l'exploitation du lithium en invitant officiellement les représentants de la société chilienne Sociedad Química y Minera (SQM) à y explorer les *salars*. L'entreprise SQM est le plus grand producteur mondial de ce minéral grâce à l'exploitation de gisements localisés dans le nord du Chili, à proximité d'Antofagasta (carte 2). Avec 12 000 employés et des bénéfices s'élevant à plus de 2 milliards de dollars annuels, l'entreprise exporte principalement vers la Corée du Sud et la Chine. D'autres entreprises chiliennes se sont positionnées, présentant des offres d'investissement à la Province de Salta. Parmi elles, le groupe Luksic propose d'exploiter les gisements de Sal de Vida et le *Salar* del Hombre Muerto (carte 2) avec des investissements supérieurs à 200 millions de dollars dans chacun des deux sites. Ces investissements sont cependant soumis à conditions. En effet, l'entreprise n'envisage de concrétiser ces opérations que si la Province parvient à garantir la réactivation du chemin de fer unissant Antofagasta (Chili) à Salta (Argentine) et s'engage à améliorer l'état des routes d'accès pour faciliter l'exportation du minéral vers les marchés asiatiques. La voie d'accès et de sortie se fait par le

Nord du *salar* au moyen de la route provinciale n° 17 dans la province de Salta, qui prolonge au Nord la route provinciale n° 43 reliant le *salar* à la ville d'Antofagasta de la Sierra. Par cette route de 100 km, les sels de lithium seraient acheminés vers le chemin de fer reliant San Antonio de los Cobres au col frontière du Paso Socompa (carte 2). Cette voie ferrée est le prolongement vers l'ouest du « train des nuages » et continue au Chili vers le port d'Antofagasta. L'intérêt d'attirer les capitaux s'est par ailleurs concrétisé par la signature d'une convention avec l'entreprise Ferronor, responsable de déterminer les travaux nécessaires à la remise en état du chemin de fer aujourd'hui inactive. De cette façon, l'accroissement des échanges et des investissements et la mise en connexion d'infrastructures favorisent une régionalisation sud-américaine dans ce « triangle du lithium ». Cette régionalisation bénéficie d'une proximité géographique, de liens culturels, historiques et linguistiques, de la connaissance des systèmes politiques, et de politiques commerciales qui promeuvent de potentiels accords commerciaux et institutionnels.

Les négociations à l'œuvre autour d'une exploitation chilienne des *salars* du Nord argentin permettraient de renforcer le positionnement des pays de la région dans les secteurs stratégiques comme le lithium, qui sont aujourd'hui détenus dans leur grande majorité par des sociétés des Nord (tableau 1).

En Argentine, les mines, qui jusqu'en 2005 ne figuraient pas comme un secteur préférentiel pour les investisseurs sont devenues aujourd'hui le principal secteur d'investissement, avec une croissance de 91 % en 2011 [BRCA, 2011]. Parmi eux, les investissements chiliens augmentent rapidement depuis 2010, avec une croissance de 22 % enregistrée en 2011.

Conclusion

Les investissements Sud-Sud au sein de l'Amérique du Sud ont parfois été impulsés par des entreprises étatiques, particulièrement par les grandes entreprises nationales responsables de l'exploitation des hydrocarbures cherchant de nouvelles opportunités dans les pays voisins dont ils connaissent mieux que les entreprises d'autres régions du monde les contextes politico-économiques. En définissant la rentabilité comme objectif principal de l'internationalisation, le développement national est passé au second plan. Ces entreprises concurrencent progressivement les entreprises des pays voisins en reproduisant les principes de fonctionnement des entreprises transnationales. Cela peut s'expliquer, d'une part, par leur mise en concurrence sur les marchés internationaux, qui les incite à intégrer des pratiques propres aux grandes multinationales et d'autre part, par des modèles de fonctionnement qui ont parfois fait intervenir, au cours de leur développement, un certain nombre d'acteurs financiers des Nord. La dépendance mutuelle qui s'établit dans le domaine de l'énergie – surtout dans le secteur des hydrocarbures – entre États et entreprises joue également un rôle important.

Tableau 1 – L'exploitation de lithium dans les provinces argentines est principalement faite par des entreprises des pays des Nord

Nom du gisement	Province	Entreprise exploitante	Nationalité	Superficie du gisement	Superficie octroyée	Altitude moyenne (mètres)
Salar del Rincón	Salta	Ady Resources	Australie	420	363	3 660
Salar de Olaroz	Jujuy	Orocobre/ Toyota	Australie	160	230	3 800
Salar de Olaroz	Jujuy	Minera Exar/ Mitsubishi	Canada	160		3 800
Salar del Hombre Muerto	Catamarca/ Salta	Lithium One	Canada	588	133	3 750
Salar del Hombre Muerto	Catamarca/ Salta	FMC Lithium Corp	États-Unis	588	300	3 750
Salar de Diablillos	Salta	Rodinia Lithi	Canada	40	56	4 000
Salares Incahuasi, Pocitos y Arizano	Salta	Minera Exar/ Mitsubishi	Canada	2 135	2 687	3 750
Salar Centenario	Salta	Bolera Minera (Bolloré)	France	85	67	3 760
Salar Cauchari	Jujuy	Lithium Américas Corporation	Canada	350	436	3 850
Salinas Grandes	Salta/Jujuy	South American Salars (Orocobre)	Australie	220	385	3 520
Salar de Pozuelos	Salta	Ekeko	Corée du Sud	80	110	3 710
Salar de Llullaillaco	Salta	Minera Solitario Argentina (TNR Gold)	Canada	130	154	3 750

Source : El inversorenergético y minero [2013].

L'Amérique du Sud en général, et l'Argentine en particulier, connaissent depuis longtemps des tensions sur le marché de l'énergie, dont le développement a été soutenu par les différents gouvernements par l'intermédiaire d'entreprises nationales publiques ou privées. Les questions de sécurité et d'indépendance

énergétiques sont d'ailleurs toujours des enjeux d'actualité. Depuis le début du XXI^e siècle, la question de la valorisation des ressources naturelles est devenue centrale, notamment en ce qui concerne les ressources minières. Les entreprises privées sud-américaines, argentines, chiliennes et brésiliennes cherchent à exporter leur savoir-faire dans d'autres pays de la région. Pour cela, elles s'appuient sur des relations diplomatiques privilégiées avec les États voisins et se fondent sur une très bonne connaissance de leurs contextes sociaux, politiques et économiques.

La concurrence entre acteurs peut parfois se muer en recherche de complémentarités, notamment par la disponibilité différenciée d'infrastructures et de ressources naturelles, comme c'est le cas en terres magellanes. Les investissements prennent souvent la forme de partenariats public-privé, ou sont négociés entre grandes firmes privées. La stratégie de diversification technique et géographique des investissements semble très répandue, pour des opérateurs économiques qui voient dans les pays voisins des possibilités d'étendre leurs sources de production ou leurs marchés. Il se dessine alors une géographie de l'investissement qui met en avant l'expertise acquise au cours des périodes antérieures grâce à l'interconnaissance et aux liens transfrontaliers dont profitent les entreprises des pays sud-américains. Ces investissements Sud-Sud, qui génèrent de l'activité productive dans le sous-continent, renforcent la mise en place de structures d'échanges multinationales et l'interdépendance des économies, faisant ainsi progresser l'intégration régionale.

Bibliographie

- AMILHAT SZARY A.-L. [2010], « Les entreprises minières dans la gouvernance territoriale – entre négociations de pouvoir et rivalités territoriales, qui porte le développement aux habitants ? », *Revue géographique de l'Est*, vol. 50, n° 3-4. : <http://rge.revues.org/31321> (page consultée le 16 janvier 2014).
- ARES M., DEBLOCK C., LIN T.S. [2011], « La Chine et l'Amérique latine : le grand chambardement ? », *Tiers monde*, n° 208, p. 65-82.
- BRCA [2011], *Las inversiones directas en empresas residentes a fines del 2011*, Buenos Aires, Banco central de la República de Argentina (BRCA), : <http://www.brca.gov.ar/pdfs/estadisticas/inversiones%20directas%2031%2012%2011.pdf> (page consultée le 13 mars 2014).
- BEKERMAN M., DULCICH F., MONCAUT N. [2014], « La emergencia de China y su impacto en las relaciones comerciales entre Argentina y Brasil », *Problemas del desarrollo*, vol. 45, n° 176, p. 55-82.
- BIANCO C., MOLDOVAN P., PORTA F. [2008], *La Internacionalización de las empresas brasileñas en Argentina*, Santiago du Chili, Cepal-Nations Unies.
- CARRIZO S., VELUT S. [2005] « Nouvelles territorialités en Amérique australe. Activités énergétiques et intégration dans les terres et les mers Magellan », *L'Espace géographique*, n° 34, p. 161-175.
- CARRIZO S. [2010], *Hydrocarbures en Argentine : réseaux, territoires, intégration*, Sarrbruck, Éditions universitaires européennes.

- CEPAL [2007], *Promoción del comercio y la inversión con China*, Santiago du Chili, Cepal-Nations Unies.
- CEPAL [2001], *La Inversión extranjera en América Latina y el Caribe 2000*, Santiago du Chili, Cepal-Nations Unies.
- JOHNSON C. [2005], « The real “China Threat” », *Asia times*, 21 mars 2005 : <http://www.atimes.com/atimes/China/GC19Ad05.html> (page consultée le 18 mars 2014).
- EIA [2015], *International Energy Statistics*, US Energy information administration, Washington D.C. : <http://www.eia.gov/cfapps/ipdbproject/IEDIndex3.cfm?tid=5&pid=57&aid=6>
- EL COMERCIO [2013], « Argentina protesta por acuerdo firmado entre YPF y Chevron », *El Comercio*, Lima, 16 juillet 2013 : <http://elcomercio.pe/mundo/actualidad/argentina-protesta-acuerdo-firmado-entre-ypf-chevron-noticia-1604734> (page consultée le 17 mars 2014).
- EL INVERSOR ENERGETICO Y MINERO [2013], « Lítio y potasio, las grandes apuestas mineras del Norte argentino », *El inversor energético y minero*, Año 5, n° 56, Buenos Aires, mai 2013.
- GADANO N. [2006], *Historia del petróleo en la Argentina, 1907-1955 : desde los inicios hasta la caída de Perón*, Edhasa, Buenos Aires.
- LARRA R. [1957], *Mosconi, General del Petróleo*, Buenos Aires, Futuro.
- NICOLO GLIGO S. [2007], « Políticas activas para atraer inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe », *Serie desarrollo productivo*, n° 175, Santiago de Chile, Cepal-Nations Unies.
- CNUCED [2013], *Rapport sur l'investissement dans le monde. Les chaînes de valeur mondiales : l'investissement et le commerce au service du développement*, Blue Ridge Summit, PA, Nations Unies : http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2013overview_fr.pdf (page consultée le 13 mars 2014).
- SAINT-LARY B. [2001], « La actividad hidrocarburífera : el marco necesario para entender las realidades locales » in COLANTUONO M., SAINT-LARY B., PEREZ G., VIVES G., TAGLIAVINI G. [2001], *Petróleo y desarrollo local. Centros norpatagónicos en busca de alternativas Universidad Nacional del Comahue*, Departamento de Geografía, Neuquén, Université nationale de Comahue.
- SLIPAK A. [2014], « América Latina y China : ¿cooperación Sur-Sur o “Consenso de Beijing” ? », *Nuevasociedad*, n° 250, p. 102-113.
- SORIA C. [2005], *Camisea : por qué cuesta tanto el gas barato ?*, Facultad Latino americana de ciencias sociales, Sede académica de Ecuador.
- DE VIDO J., KICILLOF A. [2012], *YPF El informe Mosconi Ministerio de Planificación Federal, Inversión pública y Servicios*, Buenos Aires, Ministerio de economía y finanzas públicas.
- WU L. [2007], « La quête chinoise d'énergie en Amérique latine et ses implications géopolitiques », *Outre-terre*, n° 18, p. 393-405.